

mla

les
nouvelles
de
Loire Atlantique

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

Numéro 771 - 29 Septembre 2004 Prix : 0,38 €

Fête de l'Huma 2004 passionnément Combative et populaire



Vite lu

Ce premier numéro de rentrée nous invite à renouer avec l'actualité politique et sociale tant d'un niveau départemental que national. Une actualité chargée où nous irons dans le canton de Bouaye Rezé où une élection cantonale partielle se déroulera le 10 octobre, le candidat désigné par les Communistes de la section de Rezé pour les représenter, sera notre camarade Dominique LUCAS. Nous reviendrons en images dans les pages centrales de ce numéro sur la Fête de

L'Huma et sur le stand de la Loire-Atlantique. L'actualité nationale nous amènera au plan BORLOO mais également sur la question du service minimum que veut mettre en place le gouvernement. Enfin, dans une nouvelle rubrique que nous suivrons lors des trois prochaines éditions, nous irons "au royaume de Chiraquié".

Après le succès de la Fête de l'Huma, un devoir de dynamisme

Le succès du rassemblement du Bourget est encore dans toutes les têtes. Il n'est pas inutile d'y revenir. Les superlatifs viennent en effet spontanément à l'esprit quand on pense à la Fête de l'Humanité. Son succès, le nombre comme sa qualité humaine, politique, culturelle, est énorme. On peut y voir au moins deux confirmations.

La première, perceptible au "climat" de la Fête et à la nature de ses multiples rencontres et débats, c'est que, décidément, les valeurs de justice, de fraternité, de solidarité, de liberté sont plus vivantes que jamais au cœur de notre peuple. L'expérience qui lui est infligée d'une politique qui semble tout écraser, inexorablement, sur son passage, suscite beaucoup d'inquiétude,

d'angoisse, parfois de découragement. Mais l'adhésion au projet de société qui se met en place n'y est pas. Les potentiels de résistance, de révolte, de recherche d'autres solutions sont considérables.

La seconde confirmation, survenant après les élections du printemps, c'est que le Parti communiste va mieux. Il faut rester lucide, bien sûr, on a appris à l'être ! Le PCF va mieux au sens où ses adhérentes et adhérents vivent mieux, ensemble, leur engagement et où il (re)devient une référence, un interlocuteur pour des millions de femmes et d'hommes, notamment des jeunes et des salariés.

Bref, de nouvelles attentes apparaissent. Qui confèrent aux communistes de nouvelles responsabilités.

On attend d'eux d'être une force militante, active, qui contribue efficacement aux rassemblements nécessaires pour repousser les coups portés et construire de nouveaux espoirs. Il leur faut préciser ce que cela implique précisément en termes de décisions et de pratiques: ils vont en discuter, ensemble, en ce dernier trimestre 2004. Mais une de ces implications va de soi: les Communistes ont en quelque sorte un devoir de dynamisme, de prise d'initiative politique. Voir grand, faire vite: ce qu'ils font et vont faire dans les jours qui viennent pour les salaires, contre les délocalisations, pour que la gauche rejette la Constitution européenne va en témoigner.



En bref

Obligé

C'est contraint et forcé que Jacques Chirac s'est déclaré pour un référendum dans notre pays en ce qui concerne la future constitution européenne. Pensez-vous que nous aurions été le seul pays à ne pas demander à son peuple de se prononcer, à l'exception de ceux pour qui leur constitution nationale ne permet pas un tel référendum. Cela aurait pour le moins fait désordre dans le paysage politique européen. Nous irons donc aux urnes l'année prochaine pour répondre à une question qui aura de très fortes influences sur notre avenir.

Je t'aime

Le texte de constitution européenne concocté par Giscard d'Estaing convient parfaitement à la direction du Parti Socialiste si l'on en croit les interventions de ses principaux membres et en l'occurrence celles de son premier secrétaire qui a décidé immédiatement après l'annonce du référendum de se battre pour le oui. Il est vrai qu'il ne pouvait guère en être autrement après la campagne pour l'élection des députés européens de juin dernier qui a vu, ce même Parti Socialiste, sombrer dans une non campagne pour ne pas montrer à l'ensemble des Français, ses convergences avec le libéralisme sur ce sujet.

Moi non plus

Rien n'est pourtant si simple au sein du Parti Socialiste puisqu'une part importante de ses adhérents s'interroge sur les finalités de ce projet de constitution. C'est ainsi que Laurent Fabius (qui soyons-en persuadé n'est pas devenu un révolutionnaire) saute sur l'occasion pour s'affirmer pour le non. Un véritable exercice politicien pour assurer ses arrières en vue de prochaines échéances électorales qui ne semble pas être une mince affaire dans le Parti Socialiste.

Enfin peut-être que tout cela va enfin permettre que les véritables questions soient mises en débat.

FN au dessus des lois

Lors de l'élection cantonale partielle de Nozay en début d'année le candidat du Front Nationale n'a pas jugé utile de déposer comme la loi le stipule des comptes de campagne. Il pouvait le cas échéant s'agir d'un oubli aussi regrettable soit-il mais, quant de tels faits se reproduisent lors des élections du printemps dernier, notamment sur le canton de Aigrefeuille, on pense là à autre chose... Le Front National penserait-il que le code électoral c'est quelque chose pour les autres?...

Présumé innocent

C'est ce qu'il faut dire avant que la condamnation ne soit prononcée par le tribunal. C'est donc comme cela dont on parlera de Daniel Augereau et de ses amis qui sont rattrapés par de vilaines affaires concernant son entreprise de travail intérim Synergie. Il n'aurait pas déclaré ses salariés et aurait quelque peu transgressé les usages avec l'URSSAF.

Terrible désillusion pour ce patron de combat qui n'avait pas hésité à traîner le secrétaire de l'union départementale CGT devant les tribunaux pour fait de grève dans son entreprise et qui il y a peu de temps encore représentait la droite locale dans différentes élections ou au Conseil régional. C'est pas facile la vie de patron, vous ne trouvez pas?

De vous à moi

On s'en souviendra de cet été 2004. L'année dernière la canicule, ça allait... mais cette année la catastrophe. Vous rendez vous compte, le gouvernement ne fait rien pour les entreprises. Rien, pas la moindre petite avancée sur notre cahier de revendications. C'est vraiment à vous dégoûter de travailler pour son pays. Pourtant, on ne ménage pas nos efforts, nous les entrepreneurs, pour aller dans le bon sens. Regardez: la remise en cause des 35 heures c'est nous, les délocalisations, c'est encore nous, le service minimum on est encore dans le coup, sans parler des restructurations, de la modernisation du code du travail, de la main mise du privé sur EDF, et je ne sais quoi encore. On est, en un mot, sur tous les créneaux et sur tous les mauvais coups...

On a pas fait mine, on a même invité l'ancien Ministre de l'Intérieur, actuel Ministre des Finances et futur patron de l'UMP, voir plus si "affinités", à nos universités d'été (ce qui au passage lui permettait une petite pub gratuite). On n'hésite pas, par ailleurs, à monopoliser radios et télévisions pour expliquer, comme le faisaient auparavant les prédicateurs, que les travailleurs vivent au dessus de leur moyens, que le temps des fonctionnaires c'est terminé, qu'il faut se mettre dans la tête que le temps du pain blanc est révolu... Mais rester correct avec moi et ne me parlez pas de la santé des entreprises car là n'est pas mon propos.

C'est en substance le discours, qui devient de plus en plus intolérable, du patron des patrons Ernest Antoine Seillière, en cet automne 2004. Un baron qui en veut toujours plus et pour lequel le gouvernement ne ménage pas ses efforts pour le satisfaire. La tactique est bien huilée et simple: en demander toujours plus pour en obtenir le maximum. A ce petit jeu, si on laissait les choses se dérouler sans réagir, que vont devenir demain, le SMIC ou les cotisations sociales sur lesquelles sont basées nos retraites, notre protection sociale entre autres? Car le programme du MEDEF vise la remise en cause des structures même de notre société: en s'attaquant à la taxe professionnelle, il vise les capacités des communes notamment à répondre aux besoins de ses habitants, en criant à la réduction continue des "charges" il veut liquider les acquis sociaux collectifs, en tirant à boulets rouges sur l'impôt des sociétés, il s'engage vers une autre conception du rôle de l'état et rejoint en cela les propositions de Raffarin de décentraliser à tout va, en combattant les services publics, il s'inscrit dans une société ultra libérale.

Attention, cet homme est dangereux et il compte dans les rangs de nos dirigeants politiques, de très nombreux amis et collaborateurs de qui nous n'avons vraiment rien de bon à attendre.



Y.C.



BUDGET 2005

Ceinture pour les petits cadeaux pour les riches

Alors que les Français ressentent une forte baisse de leur pouvoir d'achat, la politique du gouvernement ne paraît guère susceptible de les rassurer.

Bien au contraire, les orientations du budget 2005 et les "réformes sociales" pourraient signifier de nouveaux reculs.

Le cap maintenu de la "croissance zéro des dépenses de l'État" signifie d'une part la baisse des effectifs dans la fonction publique (moins 8000 emplois dont 3000 dans l'Éducation) et surtout une nouvelle année de blocage des salaires dans ce secteur. Ainsi que l'affaiblissement de l'ensemble des services publics. La réforme du régime des retraites conduit à une baisse du montant des pensions. À terme, l'obligation pour nombre de salariés de cotiser pour une retraite complémentaire pèsera lourd sur le pouvoir d'achat.

La réforme de l'assurance maladie conduit à une hausse des prélèvements et à une baisse des remboursements qui grèveront de façon significative le budget des ménages les plus pauvres.

Les baisses d'impôts déjà effectuées ou celles qui sont programmées et envisagées profitent surtout aux gros revenus et aux grandes entreprises. Par contre, la fiscalité qui frappe les plus démunis (TVA, taxes locales, par exemple...) n'est pas touchée. Devant la flambée des prix du pétrole, Nicolas Sarkozy vient de réitérer son refus de rétablir la TIPP flottante qui permettrait de compenser les hausses à la pompe.

La même démarche sur les finances publiques conduit à la hausse des tarifs des services publics pour les transports, le gaz et l'électricité notamment. Pour ces derniers, la hausse est amplifiée par les conséquences du changement de statut des entreprises EDF et GDF.

Le gouvernement se refuse à encadrer le marché de l'immobilier (location et vente) alors que l'envolée des prix dans ce secteur est semblable à il y a peu de temps dans la baisse ressentie du pouvoir d'achat.

Il apparaît de plus en plus clairement que cette pression sur le pouvoir d'achat des plus démunis s'accompagne de cadeaux aux grandes entreprises, aux spéculateurs et aux très hauts revenus.

Une élection cantonale partielle à Bouaye Rezé (sud)

Plan Borloo :

Précarité accrue et chômeurs soldés

Avocat d'affaires et ancien conseil de Bernard TAPIE, Jean-Louis BORLOO connaît l'usage du verbe.

Populiste, quand il s'agit de ravir Valen-ciennes. Formule choc façon parler vrai pour séduire les adeptes des petites phrases. Inventif quand il passe à son tour sous les feux de la rampe. Ses trouvailles s'alignent en autant de perles au fil du "projet de loi pour la programmation de la cohésion sociale" présenté en Conseil des ministres. "Pacte de confiance", "chartes de la diversité", "comité de vigilance", "équipes de réussite éducative" ne manquent pas dans ce texte.

Ces termes constituent autant de mots creux qui masquent une contradiction. Il y a d'un côté ces intentions affichées en autant de slogans publicitaires. Il y a de l'autre la vie bien réelle et tangible, celle-là, de dizaines de millions d'hommes, de femmes, de familles, de jeunes et de vieux de notre pays. Mais lorsqu'il est convié en compagnie de Nicolas SARKOZY à l'Université d'été du patronat, le Ministre de la "cohésion sociale" parle aussi vrai que ses vrais amis. Il y a certes des "réformes dont on peut discuter, déclarait-il le 1er septembre, mais au moins l'avenir n'est plus obs-trué par la question des retraites et de l'assurance maladie".

Pour ceux qui en douteraient encore, il n'y a pas d'un côté le bon docteur BORLOO et de l'autre le monsieur SARKO, à l'image du couple JEKYLL et HYDE. Quand il s'adresse à un public patronal, ce ministre-là n'a qu'un langage: garder le cap, mais choisir le bon moment.

Ainsi, quand on le titille sur l'augmentation du SMIC, il rétorque que "cette économie est restituée aux entreprises sous forme de baisses d'impôts". Quelle différence avec un Ministre des Finances qui lâche des centaines de millions d'euros à VIVENDI en pleurant sur l'argent que l'État n'a pas? Quand la charge est sonnée par le président du MEDEF contre le droit du travail, quelle est la réaction du grand défenseur de la "cohésion sociale"? "On ne peut pas tout faire en même temps... Nous regarderons en 2005".

Enfin, il y a une autre réalité, et pas la moindre en l'occurrence, celle du texte lui-même. On peut railler le vocabulaire. On frémit devant la précarité accrue des plus jeunes, l'humiliation supplémentaire des chômeurs et l'absence de vrais moyens en matière de logements populaires. Mais comment bâtir un plan de "cohésion sociale" digne de ce nom quand toute une politique d'État ne vise qu'à mieux la détruire?

Le Comité économique et social, dans son avis de plus de 200 pages, se montre pour le moins réservé. La CGT relève de son côté les points clés sur lequel le texte est muet, telles, la lutte contre les délocalisations, la relance de la consommation des ménages, ou encore la sécurisation des parcours professionnels. La CFTC estime que "la loi ne sera définitivement qu'une coquille vide" et "redoute qu'in fine le MEDEF engrange les bénéfices de cette nouvelle dérégulation en capitalisant ceux de la flexibilité, négociés en contrepartie".

Le Conseiller général Claude GOBIN (UMP) venant d'être nommé Sous-Préfet dans les Pyrénées Atlantiques, un siège est donc à pourvoir au Conseil général pour le canton de Bouaye Rezé Sud. L'élection est fixée aux 10 et 17 octobre prochains. Dès les premiers jours de septembre, le Conseil départemental du PCF décidait de présenter un candidat et les Communistes de la section de Rezé Sud Loire proposaient en Assemblée générale, la candidature de Dominique LUCAS, leur secrétaire de section. Cette proposition a ensuite été soumise au vote de l'ensemble des adhérents durant une semaine. Le lundi 13 septembre, la candidature, validée par les Communistes, était rendue publique.

Dominique a 39 ans et il est membre du Parti depuis l'âge de 17 ans. Membre du Conseil départemental du PCF et de son exécutif depuis 2002, il est Secrétaire de la section de Rezé Sud Loire depuis 2000. Jardinier paysagiste à la Ville de Rezé, il y est Secrétaire du syndicat CGT et il exerce également la responsabilité de Secrétaire départemental de la coordination syndicale des services publics. C'est la première fois qu'il représentera le PCF lors d'une élection. " Faire entendre la voix des salariés, des exclus, de toutes celles et de tous ceux qui souffrent de la loi de l'argent ", c'est ce qu'a déclaré Dominique LUCAS lors de sa présentation de candidature, ajoutant qu'il sera lors de ce scrutin " le candidat du mouvement social, le candidat anti-droite ". Dominique a l'ambition de conforter le début de redressement électoral du PCF enregistré lors des élections du printemps dernier et de porter le débat sur le contenu d'une politique répondant concrètement aux besoins des salariés, des usagers des services publics dans un Conseil général aujourd'hui dirigé par une majorité de gauche et dont la politique actuelle n'est, dit-il, " pas assez ambitieuse ". Parmi les propositions qu'il entend défendre dans la campagne électorale, citons celle d'une politique de l'emploi s'appuyant sur les atouts industriels du sud Loire (avec l'usine Airbus) avec la création d'un Comité



départemental de l'emploi contrôlant les aides publiques versées aux entreprises; le transfert de l'aéroport de Nantes Atlantique vers Notre Dame des Landes; la gratuité des transports scolaires ou encore le soutien au logement social par de nouvelles constructions...

Le canton

Le canton de Bouaye Rezé (Sud) comprend les communes de Bouaye, Brains, Pont Saint Martin, Saint Aignan de Grandlieu, Saint Léger les Vignes et le Sud de la ville de Rezé (quartiers de Pont Rousseau, Jaunais-Blordière, La Houssais et Ragon). Il comprend 29684 électeurs dont 16813 à Rezé.

Les précédentes élections

Cantoniales 2001 :
Inscrits: 28019 - Votants: 17699 (63,17 %) - Exprimés: 17043 (96,29 %)
Sylvie Desportes (PCF): 666 (3,91 %); Gilles Retière (PS): 5200 (30,51 %); Bruno Huchet (Verts): 1980 (11,62 %); Brigitte Geleoc (UDB): 308 (1,81 %); Claude Gobin (UMP): 8111 (47,59 %); Wilfrid Durand (FN): 483 (2,83 %); Marie T. Ducoudray (MNR): 295 (1,73 %)
Lors des récentes élections européennes de juin 2004, la liste communiste a obtenu sur ce canton 619 voix soit 4,40 %.

Les Communistes en campagne

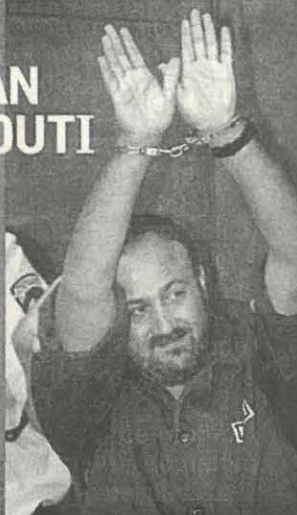
Une quarantaine de militants et de sympathisants sont engagés dans cette campagne et ont mis en place un plan de travail ambitieux: outre les 5 marchés du canton, les portes d'entreprises (Airbus, la zone aéroportuaire de Saint-Aignan, la Poste, EDF, etc.), le tractage de 15000 petits journaux de campagne, un comité de soutien très divers co-présidé par Jean Louis LE CORRE, Vice-président du Conseil général, Maire de Trignac et Yann VINCE, Adjoint au Maire de Rezé, Conseiller communautaire de Nantes Métropole, s'est constitué autour de syndicalistes, personnalités du mouvement social et citoyen. Des rencontres multiples avec l'électorat communiste sont organisées et une réunion publique est prévue à Rezé, jeudi 30 septembre à 20h30, salle Jean Jaurès (RDC) avec la participation de Michel RICA, Secrétaire départemental du PCF.

Nous participons à la campagne lancée par l'Humanité pour la libération du député palestinien Marwan Barghouti

l'Humanité
LIBERTÉ

POUR
MARWAN
BARGHOUTI

Seule la pression des opinions publiques et de la communauté internationale pourra arracher le dirigeant palestinien des mains de ses geôliers.



Son crime :
résister à l'occupation

Dirigeant, député palestinien, Marwan Barghouti est également responsable de l'Association Palestine/France du Parlement de son pays. Il a été enlevé et condamné arbitrairement à 5 fois la perpétuité plus 40 ans.

Nous exigeons sa libération
comme nous l'exigeons pour
les 7 500 prisonniers politiques
palestiniens.

Nom : Prénom :

Adresse :

Tél. : e-mail :

signature :

Affranchir au tarif en vigueur

L'Humanité

32, rue Jean-Jaurès

9 3 5 2 8

Saint-Denis cedex

France

Des cartes
pétitions
sont à votre
disposition
auprès
des militants
communistes

Fête de l'Humanité 2004, rue de la Jeu

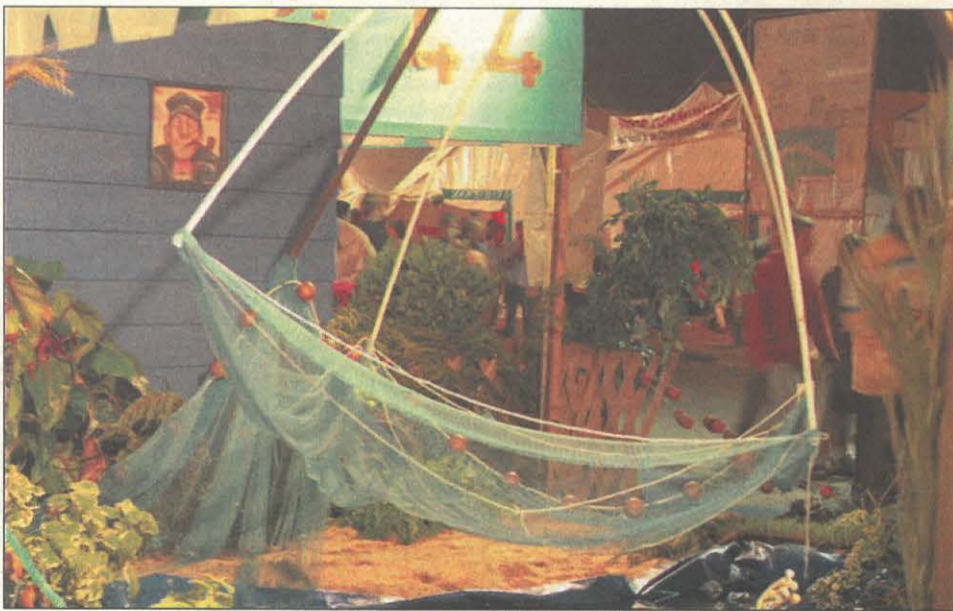
La Fête en quelques mots

C'est bien une fête de l'espoir qui s'est déroulée en cette rentrée 2004 au Parc du Bourget. Une fête où se sont croisées, un demi million de personnes, une fête où la convivialité, le festif, la politique, la culture et la gastronomie et bien d'autres choses encore, se sont, dans un savant mélange, rencontrés pour faire de ce grand week-end, le rassemblement le plus important et le plus populaire de notre pays.

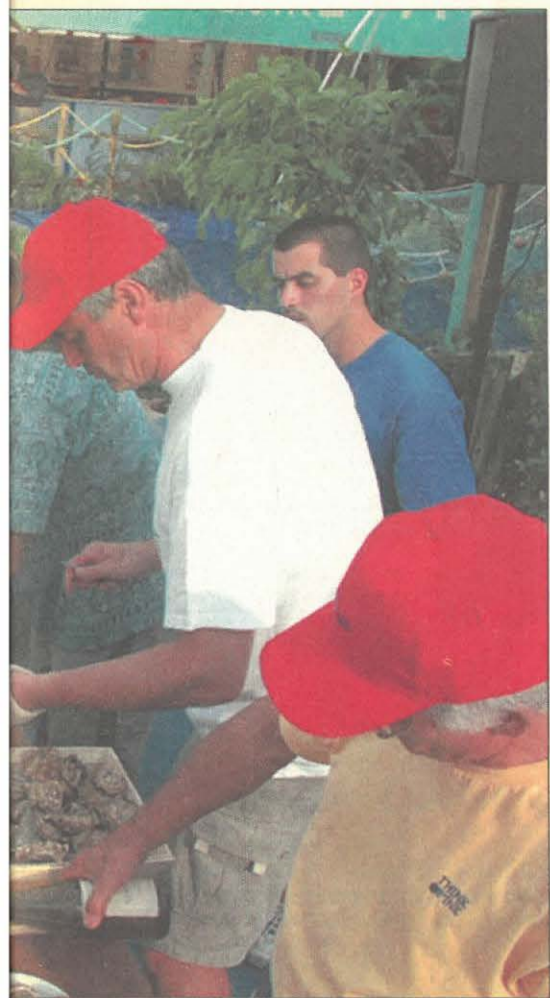
Parmi les quelque 500 stands, celui de la Loire-Atlantique, 600 mètres carrés couverts, un grand restaurant de toile largement décoré sous lequel quelque 60 personnes donnent beaucoup d'eux même pour satisfaire entre autres les quelque 4000 personnes qui vont venir déguster les fruits de mer qui composent le menu. Chacun à sa place, chacun fait de son mieux pour réussir. Je ne suis pas sommelier, dit Henri. Je ne suis pas cuisinier, lui répond Daniel. Mais croyez-vous que nous soyons

serveurs répliquent ensemble, Annie et Gérard. Quant à Jean-Louis, il sourit devant sa caisse en rappelant qu'il n'a jamais été caissier de son existence, comme Roland qui est subitement passé de jardinier à plongeur.

C'est tout cela le stand, sans oublier que 60 adhésions au Parti Communiste ont été réalisées par les camarades qui étaient particulièrement chargés de cette partie politique. Sachez également que les premiers camarades sont arrivés dès le lundi soir au Bourget pour monter les structures et travailler à la décoration du stand prenant pour certains d'entre eux sur leurs congés, d'autres arriveront le jeudi ou le samedi matin après avoir voyagé en car toute la nuit. Les nuits : faut-il en parler car elles sont courtes après une dure journée de travail mais chacun s'accommode de cette vie car c'est aussi cela qui fait le charme de la Fête de l'Huma.

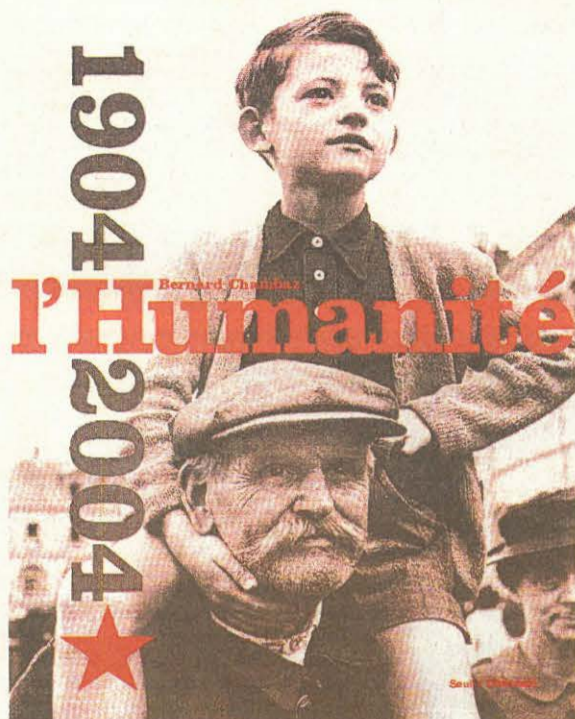


messe : Le Stand de la Loire Atlantique



En quelques clichés, le stand de Loire-Atlantique. L'entrée du stand. L'inauguration du stand le vendredi après midi avec une dégustation d'huîtres. Quelques vues des différentes salles du restaurant. Les équipes au travail, dans le camion frigo, à ouvrir les huîtres en cuisine ou à ouvrir les bouteilles de muscadet sans oublier un arrêt sur l'un des nombreux plateaux de fruits de mer dégustés au stand.

Un beau cadeau d'Humanité



L'HUMANITE, 1904-2004
Bernard Chambaz,
Editions Seuil-L'Humanité
39 euros, 368 pages

Le livre écrit par Bernard CHAMBAZ est un des grands succès du centenaire. L'auteur était à la Fête. Il a rencontré le public. Marcel faisait-il partie de ce public ? Il était à la fête, lui aussi. Il faudra le lui demander. Si tel n'était pas le cas, alors... je ne comprendrai plus. Parce qu'enfin, Marcel, c'est certainement celui qui, sur le département, a vendu le plus de livres ! Entre le livre "L'Humanité, 1904-2004" (à 39€) et

l'Huma spéciale centenaire (à 10€) Marcel en a vendu 86 ! 16 livres et 70 Huma. Et, il n'a pas fini sa tournée ! Il en a encore quelques-uns en réserve. Alors, si vous ne voulez pas déboursier 39€ (ou 10), évitez Marcel ! Il a sa liste. Des camarades, des sympathisants, mais aussi des femmes et des hommes politiques de gauche, des élus ou ex-élus herblinois ou castelbriantais, des militants d'associations, tout le monde y passe. Il part avec un livre ou deux, 5 ou 6 numéros spéciaux de l'Huma centenaire, et vogue Marcel ! Il revient avec l'argent et m'en

demande de nouveaux. Sur Saint-Herblain, on connaît bien Marcel CHAUVIN. A Châteaubriant aussi, d'ailleurs. Faut dire qu'il en est originaire et qu'il a gardé un pied-à-terre là-bas. Alors, il continue sa tournée sur Châteaubriant. Il renoue des contacts. Surprenant ! Il retrouve d'anciens herblinois partis sur Châteaubriant ou les alentours. Et en voilà encore un !

Marcel, il est comme il est, mais il voudrait tellement que ça change ! Il voudrait tellement qu'on soit tous "sur le tas" constamment, tous les jours, qu'on riposte à tous les mauvais coups ! Il voudrait tellement que l'Humanité représente quelque chose de fort ! Parce qu'enfin comme le dit B. CHAMBAZ : "l'Humanité ou l'Huma, deux formules que j'aime bien, parce que, quand tant de gens qui n'ont jamais été communistes disent : "l'Huma", cela veut dire quelque chose sur la place de ce journal. Je crois qu'à partir de tout cela on peut essayer de donner un nouvel élan, de repartir, d'enclencher une nouvelle dynamique ascendante."

Alors, Marcel, vas-y, continue, il y a encore beaucoup de monde à voir. Et les fêtes de fin d'année approchant, c'est un beau cadeau à offrir.

Huma Café

Le Lieu Unique à Nantes accueillera pour la saison 2004/2005, les soirées "Huma Café" avec un souci affiché par les organisateurs de favoriser la démarche culturelle et intellectuelle des événements proposés. Autre ambition annoncée : celle de créer une habitude de ces soirées et d'élargir le public.

Pour cela, un calendrier a déjà été dressé avec 6 séances sur des sujets d'actualité et attendus par les

habités de ces initiatives.
Le calendrier : 11 octobre ; 8 novembre ; 13 décembre ; 10 janvier ; 7 février ; 7 mars ; 18 avril

Premier Huma Café du 11 octobre à 18 heures 30, salon de la musique du Lieu Unique.

Cette première séance aura pour thème "... pour se débrouiller les méninges, un peu de philosophie, ça ne peut pas faire de mal" avec la participation de Yvon QUI-

NIOU dont le dernier ouvrage paru s'intitule "Athéisme et matérialisme aujourd'hui" aux éditions Plein Feu 2004.

D'autres thèmes sont "dans la boîte" pour les prochaines séances comme "casse sociale culturelle et intellectuelle" à laquelle se livre la majorité, ou encore "intégrisme".

Retenez donc ces dates sur lesquelles, nous reviendrons dans nos prochaines éditions.

Soutien actif

Le Conseil Municipal de Saint-Joachim alerté par les Syndicats d'Alstom Chantiers de l'Atlantique, manifeste sa vive inquiétude quant à la situation de l'emploi créée par les options de l'entreprise dans le bassin de Saint-Nazaire.

Les Chantiers de l'Atlantique ont en effet, sur la foi d'une estimation du marché mondial pour les 4 ans à venir, réduit leur plan de charge, à hauteur de 2,5 navires neufs par an au lieu de 5. Il en découlera selon la direction de l'entreprise une réduction d'effectifs de plusieurs centaines de salariés.

Pourtant le marché mondial n'est pas en baisse puisque le carnet de com-

mande total est passé de 75 millions de tonneaux de jauge brute fin 2002 à 115 millions en 2003, soit plus de 3500 navires à construire d'ici 2007.

Il nous apparaît nécessaire de préserver toutes les potentialités des Chantiers de l'Atlantique afin qu'ils se positionnent sur cet important marché à venir, au moment où dans le bassin d'emploi de Saint-Nazaire la situation de l'emploi se dégrade dangereusement depuis septembre 2003, à raison de 250 à 300 demandeurs d'emplois supplémentaires chaque mois dans les métiers de la Navale !

Les habitants de Saint-Joachim sont viscéralement attachés aux Chantiers de

l'Atlantique dont l'activité rythme leur vie et celle de leurs familles depuis plus d'un siècle.

C'est pourquoi, le Conseil Municipal interpelle les représentants de l'Etat dans le département et la région ainsi que tous les acteurs économiques et institutionnels susceptibles d'influer sur la Société Alstom, pour que sa stratégie prenne en compte le nécessaire maintien de l'emploi et le développement du site nazairien.

Il interpelle également le Gouvernement afin que soit mise en oeuvre une véritable politique industrielle nationale dans le secteur de la construction navale.

Adopté à l'unanimité.

La Poste

Non au démantèlement, non à la privatisation

Dans un communiqué de presse, la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français a notamment déclaré :

De nombreux élus et usagers s'inquiètent à juste raison quant à l'avenir du service public de La Poste.

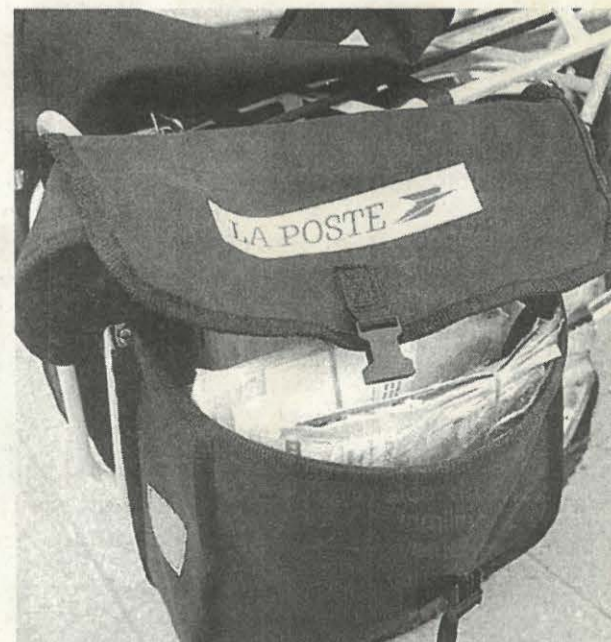
Après EDF/GDF, France Télécom, c'est aujourd'hui une nouvelle étape du démantèlement des services publics qui se met en route avec le projet de loi relatif à la régulation des activités postales qui a été examiné par le Sénat et le sera prochainement par l'Assemblée nationale.

A la fin de l'été, la presse a rappelé le projet de restructurations en cours des bureaux de poste : la transformation de 6000 d'entre eux de "plein exercice" en "point de contact" ou en "point poste", signerait la fin de l'égalité de traitement des citoyens usagers, car perdant leur "chef d'établissement" ils perdraient l'essentiel des compétences, notamment financières. Cela aboutirait aussi à la suppression de milliers d'emplois.

Il s'agit bien de la poursuite d'un processus de libéralisation engagé depuis 1997 par la Commission européenne. En effet, en restreignant le

domaine réservé de la Poste, on ne peut qu'aboutir à une réduction de l'activité postale. Cette ouverture supplémentaire à la concurrence permettra aux postes étrangères et opérateurs concurrents privés, d'exploiter les secteurs les plus rentables de l'activité postale. Cela marquera la fin de la péréquation tarifaire per-

mettant grâce aux excédents dégagés par les segments plus rentables de financer les activités déficitaires et d'assurer ainsi, par exemple, la distribution du courrier en zone rurale et dans les quartiers populaires. Elle se déclare solidaire des mouvements d'action des salariés de la poste.



Expulsion

Expulsion imminente pour plusieurs enfants sans papier, scolarisés en Loire-Atlantique. La mobilisation doit être maintenue.

Depuis plusieurs mois, dans de nombreuses communes ou villes de notre département, des "collectif enfants étrangers" se sont constitués autour de parents d'élèves, d'enseignants, de militants associatifs et politiques pour refuser l'expulsion des familles étrangères dont les enfants sont scolarisés dans les écoles du département. Les Communistes de Loire Atlantique y sont partie prenante. Cette action a pu permettre à quelques familles d'obtenir un titre de séjour et ainsi leur assurer des conditions de vie et de logement décentes. Au cours de l'été, la vigilance est restée de mise ; mais la situation des familles avec enfants dont des nouveaux-nés est à ce jour toujours aussi préoccupante. Transfert d'un logement d'accueil à un autre, expulsion de leur logement d'accueil avec

mise à la rue, séjour en centre de rétention où la situation se dégrade de jour en jour et où la présence d'enfants devient peu à peu une habitude, expulsion du territoire français sont les menaces qui pèsent toujours sur ces familles en grande détresse, voire en réel danger. On leur refuse tout droit au logement, au travail, à l'éducation. C'est inacceptable. Plus que jamais en ce début d'année scolaire, notre solidarité doit s'exprimer en leur direction ainsi que l'exigence de la régularisation de toutes ces familles dans une période où des décrets, restreignant encore le droit des étrangers, voient le jour (voir Humanité du 19 août 2004). Notre présence dans ces collectifs, le rôle que peuvent jouer les élu(e)s communistes dans les communes où ces situations sont connues peuvent être d'un grand apport pour mettre un terme à ces situations insupportables. Nous devons être de ce combat comme nous le sommes pour dire non à cette société d'injustices.



Préface de l'éditeur

Avis aux lecteurs :

Ce texte a été rédigé à partir des rares extraits de la Chronique du royaume de Chiraquie qui ont pu être préservés de l'incendie qui ravagea le palais royal et ses archives dans le milieu du 3ème millénaire. La période traitée dans ce texte est donc nécessairement brève et il a été difficile d'en déterminer la datation.

L'auteur, l'historien grec Stavros Rhizopodos (notre camarade Robert Rizopoulos) l'a située à l'entour des années 2001/2010. Nous vous proposons la totalité de ce texte que nous publierons dans nos 3 prochaines éditions.

En l'an de grâce 2004, dans le royaume de Chiraquie, sous le règne de Jacobus Ier, les chroniqueurs relatant les hauts faits survenus à cette époque font mention d'un certain Janus-Pétrus Raffarinus, surnommé "Nez de vautour" par ceux-là qui ne goûtaient guère sa cautèle non plus que son air faussement patelin, lequel par insigne faveur du souverain avait été élevé au rang de premier conseiller du royaume.

Janus-Pétrus Raffarinus était issu d'une famille de propriétaires ruraux, après au gain, laquelle avait acquis par hoirie de bonnes terres à blé, de gras pâtis et de

bons vignobles dont l'ensemble couvrait les deux tiers de la province poitevine.

Mettant à profit les querelles incessantes qui faisaient se guerroyer les ducs et les comtes de la Chiraquie, des générations de Raffarinus avaient spéculé sur la fourniture des fourrages, des viandes et des vins, accumulant de la sorte une fortune considérable, qu'elles avaient en partie utilisée à soutenir ducs et comtes dans leurs croisades et par ce biais devenir leurs créanciers.

Le Raffarinus dont il est fait état dans les chroniques fût, dans l'exercice de la haute charge qu'il avait à assumer, pareil au Phénix qui renaissait de ses cendres car il s'y succéda à trois reprises bien qu'il eût été désavoué à trois reprises par la plus notable partie des Chiraquiennes et Chiraquiens, consultée sur d'importants problèmes touchant l'avenir du royaume.

- Il convient de noter ici que semblable à ce que furent quelques cités antiques, la Chiraquie était une monarchie républicaine. (N.D.R.L.)

Imperméable aux sarcasmes comme aux quolibets, aux brocards que lui décochaient les mauvais esprits, acceptant sans regimber qu'on lui décerna le titre de Raffarinus III, sourd à l'adage "VOX POPULI, VOX DEI", rendu inamovible par la grâce du souverain, Raffarinus "nez de vautour" poursuivit dans la voie qu'il s'était tracée.

Afin de mener sa tâche à bien, Raffarinus III avait quelque peu modifié l'ordonnance de la Chambre des conseillers sans que, pour autant, le nombre en fût allégé. On alla même jusqu'à disposer des fauteuils supplémentaires autour de la table du Conseil pour que pussent s'y asseoir, en qualité de barons de second rang, en remerciement de l'allégeance qu'ils avaient faite tant à leur souverain qu'à son premier conseiller, la plupart des hobereaux de petite lignée.

La caractéristique de ce nouveau Conseil résida donc, s'il est fait abstraction de la disgrâce du carabin Mattéius lequel céda son fauteuil à un autre carabin Doultus Blasyus et de celle du Grand

argentier de Chiraquie auquel succéda Nicolus Sarkozius, dans ce que les autres conseillers n'eurent qu'à échanger leurs portefeuilles.

Avant de devenir Grand argentier Nicolus Sarkozius avait eu la redoutable charge d'assurer le maintien de l'ordre dans les provinces du royaume. Nommé Premier Gent d'arme de Chiraquie, il s'était dépassé dans l'accomplissement de cette mission.

Aux sbires, aux argousins placés sous son autorité il donna pour instruction de poursuivre sans merci les filles galantes, les ribaudes et les ribauds qui négocient leurs charmes, les coupeurs de bourses, les voleurs de poules, les pipeurs de dés, les experts en bonneteau, les disciples de Bacchus dont l'haleine attestait d'un abus de la dive bouteille, les bateleurs, les cracheurs de feu, les avaleurs de sabre - ces deux catégories étant coupables d'intermittence -, les colporteurs, les marchands à la sauvette, les charlatans de tout poil : guérisseurs, fabricants d'onguents, entremetteurs en paradis artificiels. Toute racaille qui temissait l'image du royaume.

Ces mesures sécuritaires avaient été appréciées par celles et ceux qui, en Chiraquie, éprouaient le besoin de se sentir protégés de la petite Truanderie, quant à la grande ils s'en accommodaient. En quelques mois, Nicolus Sarkozius atteignit le zénith du firmament où gravitaient les grands du royaume.

Cependant cette fulgurante ascension avait jeté le trouble dans l'esprit de Jacobus comme dans celui de ses vassaux les plus fidèles.

Un concile rassemblant les plus hauts dignitaires de la confrérie Omnis Pro Patria Mater fût incontinent convoqué. Cette confrérie avait été fondée en mémoire du général Carolus Gaullus, lequel en l'an 1945 avait libéré la Chiraquie en boutant hors du territoire les hordes de Goths-Teutons qui l'envahissaient, ce qui avait eu pour conséquence de mettre fin au joug despotique exercé par Phillipus Pétainus, vieillard cacochyme, plus tard condamné à

la décollation pour haute trahison, mais qui fût néanmoins gracié par Carolus Gaullus au prétexte qu'il avait triomphé des mêmes Goths-Teutons dans la bataille de Verdun, qui fût le Stalingrad de la guerre 1914/1918.

Le concile convoqué devait également désigner le successeur du Grand maître de la Confrérie, Aliénus Juppétus, lequel avait maille à partir avec les magistrats du Siège royal commis à la vérification de l'utilisation des subsides affectées au fonctionnement des administrations du royaume.

Nicolus Sarkozius était du nombre des prétendants à cette succession. Tout aussitôt les couloirs du Palais, comme ruches d'abeilles, se mirent à bourdonner de mille rumeurs. Nul ne pouvait ignorer l'ambition de celui-ci. Il n'en avait jamais caché la démesure. Lors d'un séjour effectué dans l'Empire céleste, n'avait-il pas déclaré, sans ambages, que dans l'exercice du pouvoir, mieux valait être le premier que le second ? Disciple de Carolus Pasquis, ayant été nourri de la lecture de "Le Prince", œuvre maîtresse de Machiavel, encouragé par Sylvia Sarkozia, son épouse, s'appuyant sur la complicité des partisans qu'il avait au sein de l'Omnis Pro Patria Mater, il mettait tout en œuvre pour réaliser ses noirs desseins.

Le péril d'une tentative de rébellion conduite par un quarteron de félons paraissait imminent. Jacobus Ier avait en mémoire un certain 18 brumaire qui ouvrit à Napoléonus Bonapartus les portes de l'empire.

Saisissant l'opportunité de l'éloignement de Nicolus Sarkozius, invité à participer à un colloque qui réunissait les Grands argentiers des sept royaumes les plus opulents, un Conseil restreint se tint aux fins d'étudier et d'arrêter les mesures les plus efficaces pour tuer dans l'œuf le complot fomenté. L'embarras des intervenants fût manifeste, tant Nicolus Sarkozius était redouté des uns et louangé par les autres. Sa popularité restait grande dans une partie de la Chiraquie. Par quel moyen pouvait-on faire face à cet engouement ?

à suivre...

Service minimum : le droit de grève en cause

Pour le gouvernement, pas question de ralentir le rythme.

Après la publication en juillet du rapport Mandelkern sur le service minimum dans les transports, le Ministre des Transports a commencé une consultation auprès des syndicats, des chefs d'entreprise, des associations d'usagers ainsi que des élus régionaux en charge des transports.

Pour le Ministre, l'enjeu est de donner l'illusion de la négociation quand la majorité des formations syndicales ont d'ores et déjà affirmé ne pas vouloir d'une telle mesure et dénoncent les propositions du rapport Mandelkern. Les conclusions du rapport préconisent d'imposer une déclaration individuelle de grève à l'avance et de porter le nombre de jours de préavis de cinq à dix jours dont sept consacrés à la prévention pour améliorer la "prévisibilité", ont été vertement critiquées. Un aspect du "dialogue" dont le Ministre ne semble pas devoir tenir compte. C'est sur ce rapport plus que controversé que s'appuie Gilles DE ROBIEN pour faire valoir ses "propositions".

Des consultations en trompe-l'œil puisque DE ROBIEN est bien décidé à mettre en œuvre la promesse du candidat CHIRAC avec à terme le dépôt d'une loi. À la fin du mois d'août, il a même avancé l'échéance du premier semestre 2005 pour son dépôt éventuel en cas "d'échec des négociations". Doux euphémisme pour dire "si les syndicats refusent d'accepter le service mini-mum". Pour le secrétaire général de la CGT Cheminots, "si d'aventure le gouvernement voulait passer en force sur la question du droit de grève, il y aurait des réactions sociales de haut niveau dans les entreprises publiques, mais aussi au-delà".

Et Bernard THIBAUT estime que toute volonté du gouvernement de légiférer en la matière ne viserait qu'à "priver les salariés de moyens d'expression."

Mais le gouvernement semble décidé à aller jusqu'au bout. Il compte sur le soutien de l'opinion publique. En décembre dernier, un sondage IFOP/JDD affirmait que

près des trois quarts des personnes interrogées se disaient favorables à la mise en place d'un service minimum dans les transports publics.

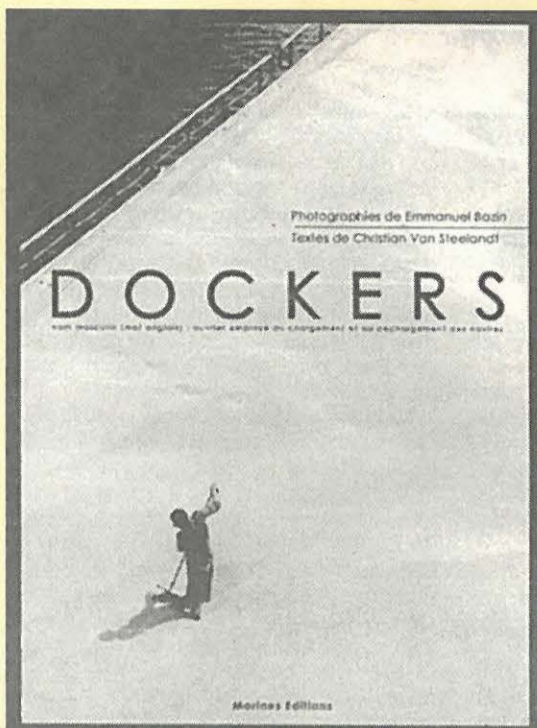
Reste que, pour le gouvernement, il s'agit moins de s'occuper des usagers que d'engranger une victoire politique après les défaites électo-

rales du printemps. La base de l'UMP pousse en ce sens, dit l'IFOP, et "cette mesure qui ne serait pas très coûteuse serait symboliquement très chargée. Elle serait perçue comme une victoire sur les syndicats". Car c'est bien de cela qu'il s'agit !



Ça se passe chez nous

DOCKERS



Qui mieux que des professionnels pour parler de leur job ? Deux dockers, Emmanuel BAZIN, infographiste et photographe indépendant et Christian VAN STEELANDT déjà auteur de plusieurs romans et recueils, ont troqué leurs bleus de travail contre l'appareil photo et la plume, histoire d'écrire un livre sur le métier.

Dockers : "ouvrier employé au chargement et déchargement des navires". L'image de "gros bras" qui leur colle à la peau n'est certes pas très flatteuse. On oublie facilement que ces hommes sont essentiels dans la vie du port. Deux dockers ont décidé de réparer cette injustice en dédiant un livre au métier qu'ils exercent. "L'objectif était d'immortaliser le métier et de rendre hommage à tous ces gens qui travaillent dans le port. On avait le choix entre faire un livre revendicatif, technique ou poétique. Nous avons choisi la troisième option. D'ailleurs, c'est la première fois que quelqu'un fait un ouvrage sur ce thème."

Le mot des auteurs du livre

"La démarche a été pour nous, d'immortaliser sous forme d'hommage, le métier de docker dans une approche viscérale de l'ancien vers le renouveau d'une vision moderne.

C'est aussi une rêverie autour d'un voyage qui n'aura sans doute jamais lieu, vers le plus loin que nous puissions aller : balade sur les quais...

Dans notre activité, notre tâche consiste à charger et à décharger les navires de toutes formes, de tous tonnages ou même rester à quai : les voyages ne se construisent que dans notre imaginaire et celui-ci se renforce au fil des années.

En travaillant sur ces sites, nous avons des moments d'accalmie qui nous permettent de prendre conscience de notre environnement, des ambiances et des mouvements éphémères répétés inlassablement.

Ceci comprend un arrêt du temps dans lequel vous allez entrer, vous plaire...

Nous avons figé les actions et nous nous sommes permis de faire le point sur nos actions, sur notre vision, sur nos senti-

ments livrés à nos yeux dans cette immensité.

Tout cela en prenant suffisamment de recul afin de se détacher du labeur pénible et insalubre pour extraire ce qui existe de plus beau dans ce métier : des moments de Liberté, de Solidarité, d'Efforts conjugués.

Quelle est notre liberté ? Nous l'entendons par le fait de pouvoir être seul, parfois, face aux éléments, face à l'immensité des cales ou perché en hauteur sur les conteneurs. Dans ces moments là, notre inspiration n'est plus qu'un sentiment d'humilité, d'orgueil pour faire de nos actions, des actes de compétitivité renouvelés chaque jour.

Nous vous livrons la source de nos rêveries dans cette ambiance portuaire si familière pour nous, sans omettre qu'elles sont internationales : dans chaque port du monde, chaque docker sait de quoi nous parlons...

Nous tenons à vous faire partager cette communion chère aux dockers."

Abonnez-vous
aux Nouvelles

10 euros
pour l'année

Vous recevez les Nouvelles, vous appréciez son contenu.
Pour contribuer à sa parution, à son amélioration,
abonnez-vous pour 10 euros l'an, libellez vos chèques
à PCF - Fédération de Loire-Atlantique
41, rue des Olivettes - 44000 NANTES

Nécrologie

Nous avons appris durant la période des congés, le décès de Josette, épouse de notre camarade André DERVE de Saint-Nazaire. Nous tenons à apporter à André et à ses proches nos plus sincères condoléances et l'assurer de notre soutien dans cette difficile épreuve.

Forum Social du Pays Nantais

du samedi 25 septembre
au samedi 2 octobre 2004

Médiathèque, Manufacture des Tabacs,
Bellevue, Place Royale

programme

Un mouvement citoyen se construit à l'échelle de la planète.

Des femmes et des hommes refusent une mondialisation à sens unique : celle qui fait passer la liberté du commerce avant celle des peuples, les décisions en comité restreint avant la démocratie, la satisfaction des intérêts de quelques-uns avant le bien-être général.

Pourtant, la misère, la précarité, le saccage de l'environnement, la dénaturation de l'agriculture, le creusement des inégalités ne sont pas des fatalités.

Nous vous invitons à venir en débattre au cours de cette semaine.



Un autre monde est possible

vendredi 1^{er} octobre et samedi 2 :
pour une agriculture paysanne

Place Royale

- vendredi à partir de 12h (ouverture aux scolaires à partir de 14 h)
Ferme ouverte de la Confédération Paysanne
- 18 h 30 intervention de **Jean Emile Sanchez** (Confédération Paysanne)
- 19 h soupe géante
- 20 h **Concert : l'Effet-matin et Winayataqui**
 - samedi 2 octobre : ferme ouverte jusqu'à 17h
 - dimanche 3 : rando SEL à Guérande avec le syndicat des paludiers

grande halle de la Manufacture des Tabacs
du 28 septembre au samedi 2 octobre :

- expositions
- stands des organisations,
- stands thématiques,
 - agir pour défendre les droits
 - agir contre les puissances financières
 - agir pour la paix
 - agir pour l'environnement
 - construire des alternatives
- bar et petite restauration :
mardi 28 septembre, jeudi 30 à partir de 17 h
- Librairie

tous ensemble !

samedi 2 octobre : un autre monde se construit

Manufacture des Tabacs : journée des organisations du collectif "le monde n'est pas une marchandise"

- à partir de midi : exposition, stands
- de midi à 23h 30 : Bar et petite restauration
- 17 h "A quoi servent les Forums sociaux européens et mondiaux ?" témoignages de Florence, Porto Alegre, Bombay
- 19 h dîner convivial en musique (inscription 06 20 78 20 90)
- 20 h concert avec **Fred** (chanson française)
jazz manouche
El Pueblo (musique du monde)

Collectif 44 "le monde n'est pas une marchandise"
02 40 20 56 03 - fspnantes@rezocitoyen.org
<http://www.fsl-paysnantis.org>

